

# Conférence

## Maurice Lagrange : trajectoire d'un conseiller d'État, de Vichy à la Cour de justice des Communautés européennes

Comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative

Cette conférence est organisée à la suite du dossier collectif interdisciplinaire de la revue *Civitas Europa* (n°50, 2023-1) « *Un légiste de Vichy à la Communauté européenne - Maurice Lagrange : une biographie professionnelle* » dirigé par Michel Mangenot, avec également comme contributeurs : Marc Olivier Baruch, Laure Clément-Wilz, Antonin Cohen, Vera Fritz et Fabrice Melleray.

**Lundi 27 janvier 2025 de 18h00 à 20h00 (accueil dès 17h15)**  
**Conseil d'État, salle d'Assemblée générale, 1 place du Palais-Royal, Paris 75001**

S'il est aujourd'hui reconnu comme l'un des pères du droit européen, Maurice Lagrange a aussi durant les heures sombres de Vichy été responsable de la mise en œuvre du statut des juifs et rédacteur du statut – antisémite et antirépublicain – de la fonction publique. Le 27 janvier prochain, le comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative accueillera le professeur Michel Mangenot pour analyser la trajectoire ambivalente de ce conseiller d'État.

Dans le cadre de ses conférences « Vincent Wright », le Comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative – qui promeut des travaux de recherche sur l'histoire de la juridiction – accueillera le 27 janvier prochain à 18h, Michel Mangenot, professeur des Universités, pour une conférence qui retracera la trajectoire de Maurice Lagrange.

Reconnu comme l'un des pères d'un droit européen fondé sur l'ouverture des frontières et la lutte contre les discriminations, Maurice Lagrange a également été « l'homme fort » de la « Révolution nationale administrative » de Vichy, profondément discriminatoire. Entré au Conseil d'État en 1924, Maurice Lagrange a servi le régime de Vichy comme chargé de mission à la Vice-Présidence du Conseil des ministres de 1940 à 1942. À ce titre, il a été responsable de la mise en œuvre du statut des juifs et fut l'un des rédacteurs du premier statut réactionnaire de 1941 de la fonction publique française.

Échappant à l'épuration de 1945, il est nommé avocat général français de la Cour de justice des Communautés européennes en 1952. Michel Mangenot tentera de reconstituer la biographie professionnelle de Maurice Lagrange, de sa nomination au Conseil d'État en 1924, jusqu'à l'énigme de son départ de la Cour de justice de Luxembourg en 1964, et reviendra sur les logiques de fabrication de « sa légende fédéraliste et de sa consécration européenne ».

La conférence sera également retransmise en direct depuis le site internet et les réseaux sociaux du Conseil d'État.

**Inscription obligatoire**, dans la limite des places disponibles, à l'adresse suivante :

